RETOUR D'EXPÉRIENCE
ENTRETIEN AVEC ANTOINE BOZIO

Décembre 2017

Faisant suite à l'invitation de la FFJ, Antoine Bozio, directeur de l'Institut des politiques publiques, maître de conférences en économie à l'EHESS et chercheur associé à Paris School of Economics, s'est rendu au Japon où il a donné une série de conférences à Tokyo (RIETI, université de Hitotsubashi et Canon Institute for Global Studies) et est intervenu dans le cadre du workshop CAPWELCARE organisé à l'université de Kyoto. L'équipe de la FFJ l'a invité à partager son expérience.

Vous avez donné trois conférences dans des institutions renommées japonaises et vous êtes intervenu dans le cadre du workshop CAPWELCARE entre le 27 novembre et le 1er décembre. Que retenez-vous des interactions avec les participants et des questions que vous avez reçues ?

J'ai eu la chance, grâce à la Fondation France-Japon, d'intervenir dans le cadre de plusieurs institutions très variées, du RIETI, une agence de recherche au sein de l'administration japonaise, à l'université Hitotsubashi et l'université de Kyoto, en passant par le think-tank Canon-IGS. Cela m'a permis de rencontrer des homologues japonais couvrant tout le spectre de la recherche universitaire à l'application des politiques publiques, et j'ai trouvé toutes ces interactions particulièrement stimulantes. Le principal élément que je retiens est le fait que, contrairement à mes apriori, le système de protection sociale japonais n'est pas si éloigné des questionnements que l'on peut avoir en Europe et aux Etats-Unis. J'avais appréhendé un manque d'intérêt pour une partie de mes travaux qui concernent la France – par exemple sur l'incidence des cotisations sociales - et j'ai découvert que le modèle japonais avait aussi une part importante de ce mode de financement de la protection sociale, et que mes travaux rencontraient ainsi un réel écho. J'ai été

« Le système de protection sociale japonais n'est pas si éloigné des questionnements que l'on peut avoir en Europe et aux Etats-Unis »

aussi frappé par la qualité des questions des auditoires, qui montraient une maîtrise aussi bien des techniques économétriques qu'une relativement bonne connaissance des politiques publiques mises en place en Europe. Je doute que l'inverse soit vrai.

Autre fait marquant, l'impact de la faible natalité et la décroissance de la population, sur la façon d'aborder de nombreux travaux de recherche. Je travaille beaucoup sur les retraites et la question principale en France et dans la majorité des pays que j'ai étudiés (Royaume-Uni, Etats-Unis, Suède), c'est l'augmentation de l'espérance de vie qui est le moteur des déséquilibres et donc qui fait l'objet des travaux de recherche. Au Japon, la faible natalité est prégnante dans tous les travaux sur la protection sociale, de la question des retraites à l'aide à la petite enfance ou à la fiscalité. C'est frappant !

« Au Japon, la faible natalité est prégnante dans tous les travaux sur la protection sociale »

Vos recherches portent principalement sur la France et l'Europe. Parmi vos thèmes de recherche, lesquels vous semblent pertinents à appliquer dans le cas du Japon ?

Plusieurs thèmes de recherche que je poursuis ont trouvé un écho direct dans mes interactions avec des collègues japonais : par exemple j'ai travaillé sur la façon dont le système socio-fiscal (l'ensemble de la fiscalité et des prestations sociales) joue sur l'offre de travail des individus (taux d'emploi, heures travaillées) dans un contexte comparatif entre le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et les Etats-Unis. Le cas du Japon est à ce titre extrêmement intéressant : l'augmentation de la participation au marché du travail des femmes, depuis les années 2000, a amené le Japon à dépasser le niveau français et celui des Etats-Unis. C'est une évolution très frappante et on aimerait mieux en comprendre les ressorts. Le cas de l'incidence des cotisations sociales employeurs au Japon est aussi intéressant car il permettrait d'en savoir un peu plus sur les mécanismes sous-jacents dans le cadre d'un marché du travail au fonctionnement assez différent.

Avez-vous des projets de collaboration avec des chercheurs japonais ou de nouveaux séjours au Japon ?

Je n'ai pas encore de projets de nouveaux séjours au Japon mais j'aimerais qu'ils puissent se concrétiser. J'ai eu une discussion très fructueuse avec le président de l'Université Hitotsubashi Prof. Koichi Tadenuma, à propos de leur projet de développer un institut dédié à l'évaluation des politiques publiques. Nous avons pu échanger sur l'expérience que j'ai eu à la direction de l'Institut des politiques publiques (IPP), qui apparaît comme un succès, dont nos collègues japonais aimeraient s'inspirer, comme j'ai pu moi-même m'inspirer de l'exemple de l'Institute for Fiscal Studies (IFS) à Londres où j'avais travaillé pendant cinq ans. Nous avons convenu d'organiser un partenariat officiel, afin de faciliter les échanges entre étudiants et chercheurs dans ce domaine et je crois que c'est une perspective très attractive pour le renforcement des liens universitaires entre le Japon et la France.

Copyright © 2018 Fondation France-Japon de l'EHESS, Tous droits réservés.